

ZINE AL-ABIDINE BEN ALI

Ancien président de la Tunisie

- Accusé d'avoir volé jusqu'à 2,6 milliards de dollars US au peuple tunisien
- Ses acolytes pourraient échapper à la justice

Considérez ce fait extravagant : il a été [rapporté](#) que Zine al-Abidine Ben Ali, ancien président tunisien, et sa famille auraient gardé en captivité un tigre domestiqué, nourri de quatre poulets par jour, dans leur complexe en bord de mer.

[Selon le rapport 2015 de la Banque mondiale](#), Ben Ali, qui a été renversé en 2011, sa famille et d'autres personnes de son cercle proche ont escroqué l'État d'un montant estimé entre 1 milliard et 2,6 milliards de dollars US au cours d'une période de sept ans.

Contrôlant, selon les estimations, [un cinquième](#) de la totalité des bénéfices des entreprises tunisiennes, le cercle élitiste de Ben Ali aurait acquis alors qu'il était au pouvoir une fortune de 13 milliards de dollars US¹ – de l'argent qui aurait pu servir à améliorer le quotidien du peuple tunisien.

Des liens ont été établis entre le réseau de Ben Ali et un yacht saisi en Italie² d'une valeur de 1 million de dollars US, un jet Falcon en Suisse, des propriétés à Paris, dans les Alpes et sur la Côte d'Azur³, et une belle demeure⁴ d'une valeur de 2,5 millions de dollars US à Montréal.

Bien qu'il ait nié détenir des avoirs⁵ à l'étranger, des fonds liés à Ben Ali ont été gelés au [Canada](#), dans l'[UE](#), au [Royaume-Uni](#) et en Suisse. Les autorités suisses travaillent actuellement pour restituer à la Tunisie les 40 millions de dollars US, qui avaient été placés dans le pays à l'époque de Ben Ali.

Cependant, à l'instar du Printemps arabe, la corruption monumentale de Ben Ali pourrait tomber dans l'oubli.

Le gouvernement tunisien a récemment [proposé une amnistie pour les milliers d'hommes d'affaires et de hauts représentants du gouvernement](#) ayant aidé Ben Ali lors de sa présidence, les protégeant ainsi contre toutes poursuites judiciaires³.

Si elle est votée, la loi sur la réconciliation économique⁶ exigerait les personnes coupables de corruption qu'elles restituent l'argent qu'elles ont volé à l'économie tunisienne, en échange de quoi toutes les accusations à leur encontre seraient abandonnées. En outre, elles se verraient accorder une [immunité](#) contre d'autres poursuites. Sans avoir à donner des explications. Sans devoir révéler la vérité sur Ben Ali ou d'autres à travers leur témoignage. Sans aucun autre débat public. Sans que justice ne soit rendue.

Photo : Flickr/ [thierry ehrmann](#)

¹ <http://documents.worldbank.org/curated/en/2014/03/19291754/all-family-state-capture-tunisia>

² <http://www.interpol.int/News-and-media/News/2013/PR045>

³ <http://www.bbc.com/news/world-africa-12302659>

⁴ <http://www.bbc.com/news/world-africa-12302659>

⁵ <http://www.theguardian.com/world/2011/jan/18/leila-trabelsi-tunisia-lady-macbeth>

⁶ <http://www.businessinsider.com/r-tunisiens-protest-economic-amnesty-bill-2015-9?IR=T>

Références supplémentaires :

- <http://m.themalaymailonline.com/malaysia/article/switzerland-to-adopt-new-law-to-return-foreign-funds-stashed-by-erstwhile->
- http://www.transparency.org/news/pressrelease/transparency_international_condemns_tunisian_draft_law_that_would_s